

# Les scientifiques mobilisés contre les algues du lac

Le lac au Duc sera le seul site pilote breton d'un programme européen pour étudier et lutter contre les cyanobactéries toxiques. Ce projet est réalisé avec l'université de Chichester en Angleterre.



Cet été, le lac au Duc n'a été autorisé que deux semaines à la baignade en raison des taux importants de cyanobactéries dans l'eau.

## Pourquoi ? Comment ?

### En quoi consiste le programme européen auquel participe le site du lac au Duc ?

Appelé Interreg CPES (Channel payments for ecosystem services) et piloté par l'université de Chichester, en Angleterre, ce projet vise à améliorer la qualité de l'eau dans les bassins-versants agricoles.

Six sites pilotes ont été choisis : trois en Angleterre, et trois en France, dont le lac au Duc en Bretagne.

Inra (Institut national de la recherche agronomique), laboratoires, CNRS (Centre national de la recherche scientifique), Osur (Observatoire des sciences de l'université de Rennes)... Ils travailleront main dans la main sur cette problématique, dont le Syndicat mixte du grand bassin de l'Oust (SMGBO) sera porteur et pilote.

Une première rencontre a eu lieu mercredi, à Ploërmel. « En mettant autour de la table une équipe pluridisciplinaire, nous mettons un maximum de chances de notre côté pour trouver la solution à ce problème multifactoriel », résume André Piquet, président du SMGBO.

### Pourquoi le lac au Duc a-t-il été choisi pour ce programme ?

Chaque été, l'eau du lac au Duc est observée à la loupe. Le niveau de l'eau baisse, la chaleur augmente et les cyanobactéries toxiques pululent dans l'eau. Les arrêtés d'interdiction de baignade n'en finissent pas. « Ce lac est emblématique des problèmes de qualité de l'eau de surface rencontrés dans les eaux bretonnes intérieures », explique Patrick Latouche, du SMGBO. Trop



De nombreux scientifiques venus de différents univers et institutions participent au projet : Un consortium regroupant les laboratoires de l'Osur (UMRs CNRS/ UR I Ecobio et géosciences à Rennes) Inra, / Agrocampus Ouest SAS et Smart, le bureau d'étude Sara Hernandez consulting ltd, le centre de ressources et d'expertise scientifique pour l'eau en Bretagne, le Syndicat mixte du grand bassin de l'Oust...

d'apport d'azote et de phosphore venus de son bassin-versant. « Le territoire a une problématique difficile à résoudre et a besoin d'un concours extérieur pour mieux cerner les choses. »

### Comment est venue l'idée d'y participer ?

Il y a un précédent avec ces différents acteurs : le programme européen nommé Water. Son objectif était tout autre : reconnecter les zones humides. « Il s'est terminé en juin 2014 et nous a permis de travailler un projet inter pays avec des fonds européens. » Rodés à l'exercice, ils ont monté ce dossier de candidature pour continuer leurs partenariats.

### Concrètement, ce programme va-t-il régler son compte aux cyanobactéries du lac au Duc ?

C'est l'objectif, mais ce ne sera pas pour demain. « C'est un dossier à court, moyen et long terme, précise le scientifique Luc Brient, de l'université Rennes 1. On sent bien au-

jourd'hui que nous manquons de connaissances sur les cyanobactéries. Pourquoi telle espèce se développe ? Pourquoi produit-elle des toxines ? Nous profiterons de cette multitude de chercheurs pour avancer. »

Différentes hypothèses de travail seront élaborées, aussi bien de façons préventives que curatives. Certaines pistes sont déjà évoquées, notamment la modélisation du phosphore par les chercheurs de l'Inra. En se reposant sur un réseau de mesures existantes, l'idée sera d'anticiper et prévenir l'explosion des cyanobactéries.

### Des solutions curatives en vue ?

C'est la voie qui se dessine à court terme. Mais avec prudence d'après les différents acteurs du projet. « Des

solutions laissent perplexes, estiment certains. Comme ajouter un produit dans un milieu naturel, sans en connaître l'impact sur la faune et la flore. »

Autour de la table, il a ainsi été question de peroxyde d'hydrogène ou encore de l'utilisation d'ultrasons. « Cela n'est pas encore décidé. Ce que nous voulons surtout, c'est réaliser ce travail de fond, pour trouver des solutions à long terme. »

### Un calendrier déjà en place ?

L'élaboration du dossier a commencé en septembre 2014 pour un démarrage officiel le 1<sup>er</sup> janvier 2018. Une toute première réunion avec les différents acteurs français et anglais est prévue en décembre.

Mélanie BECOGNEE

2,8

Le programme France-Angleterre est cofinancé par le Fonds européen de développement régional (Feder). Sur les 2,8 millions d'euros de budget alloué au projet, 20 % iront au site pilote ploërmelais.